

Art. 9. De verdeling van de gemeenschappelijke opleiding, verzorgd door het *Athénée Royal Charles Rogier*, en van de danslessen, verzorgd door de *Mosa Ballet School*, in het weekrooster van de betrokken leerlingen, wordt overeengekomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 1, derde lid, van dit decreet.

De danslessen die nodig zijn voor de verwezenlijking van de artistieke opleiding en die de omvang van het lesrooster overschrijden, worden door de *Mosa Ballet School* buiten de schooltijd gegeven.

TITEL IV. — SCHOOLBEZOEK

Art. 10. Het schoolbezoek is verplicht aan het *Athénée Royal Charles Rogier* en de *Mosa Ballet School* onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het besluit van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

TITEL V. — BEKRACHTIGING VAN DE STUDIE

Art. 11. Hoofdstuk III van Titel II van het Koninklijk Besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs is van toepassing op de leerlingen die de door dit partnerschapssverband ingevoerde opleiding volgen.

TITEL VI. — SLOTBEPALING

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van het schooljaar 2022-2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 408-1. — Commissieverslag, nr. 408-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 408-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 6 juli 2022.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2022/41800]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif au dispositif de l'accompagnement personnalisé et portant diverses mesures accompagnant la mise en œuvre du tronc commun, et octroyant des moyens aux écoles de l'enseignement primaire pour apporter un soutien pédagogique et éducatif cible et renforcé aux élèves

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS ORGANISANT LA MISE EN ŒUVRE DES PÉRIODES D'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans l'article 1.5.3-1, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 12°, le « . » est remplacé par « ; »;

2° le paragraphe 2 est complété par un 13° rédigé comme suit:

« 13° de mener annuellement, pour les écoles concernées par la mise en œuvre du Tronc commun, une réflexion globale sur les modalités pratiques de la différenciation des apprentissages et de l'accompagnement personnalisé, en cohérence avec les éléments énoncés dans le contrat d'objectifs de l'école conformément à l'article 1.5.2-3, § 1^{er}, 6°. ».

Art. 2. Dans l'article 2.1.1-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 1° est remplacé par ce qui suit:

« 1° accompagnement personnalisé: les périodes dans la grille de tous les élèves d'une classe ou de plusieurs classes simultanément, durant lesquelles l'encadrement total est renforcé afin de permettre une prise en charge des élèves, par groupes de taille variable ou individuellement, en vue de rencontrer l'hétérogénéité des classes et de soutenir la motivation et la réussite des élèves; »;

b) dans le 10°, la phrase « Ces pratiques comprennent la pédagogie différenciée, la remédiation, les activités de dépassement et l'accompagnement personnalisé » est abrogée.

Art. 3. L'article 2.2.1-4, § 3, du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« En première et deuxième années de l'enseignement primaire, complémentaires aux périodes d'accompagnement personnalisé visées à l'alinéa 1^{er}, 4^o, deux périodes d'accompagnement personnalisé sont organisées et réparties au sein de différents domaines et disciplines ou sur l'ensemble des domaines et disciplines visés à l'article 2.2.1-5, § 3. ».

Art. 4. L'article 2.2.3-1 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Les modalités de différenciation des apprentissages et de l'accompagnement personnalisé sont décrites dans le contrat d'objectifs, conformément à l'article 1.5.2-3, § 1^{er}, 6^o. ».

Art. 5. L'article 2.2.3-2 du même Code est remplacé par ce qui suit:

« Article 2.2.3-2. § 1^{er}. Le nombre de périodes hebdomadaires d'accompagnement personnalisé compris dans la grille-horaire des élèves est fixé conformément aux articles 2.2.1-4, § 3, et 2.2.2-1, § 3.

Dans l'enseignement primaire, lorsque l'encadrement calculé conformément à l'article 31bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ne génère pas suffisamment de périodes pour respecter l'horaire hebdomadaire obligatoire des élèves, le pouvoir organisateur peut utiliser, pour l'organisation de l'accompagnement personnalisé, des périodes de reliquat visées à l'article 34 du même décret, des périodes d'adaptation visées à l'article 33, §§ 3 et 4, du même décret et des périodes d'encadrement différencié.

Le pouvoir organisateur met en place en tout cas un accompagnement personnalisé comprenant au moins l'équivalent de l'encadrement de deux classes par trois enseignants, ou par deux enseignants et un logopède, et ce pendant quatre périodes hebdomadaires en première et deuxième années de l'enseignement primaire, et pendant deux périodes hebdomadaires de la troisième à la sixième année de l'enseignement primaire.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut pas affecter les périodes d'accompagnement personnalisé à une réduction permanente de la taille des groupes-classes. Un groupe-classe peut, de manière ponctuelle, être subdivisé au cours de l'année scolaire afin de répondre aux besoins des élèves, mais sans créer des groupes permanents et homogènes d'élèves en difficulté.

Le pouvoir organisateur organise les périodes d'accompagnement personnalisé de manière à garantir, lorsque des élèves sont pris en charge en dehors du groupe-classe, que des contenus d'apprentissage nouveaux ou différents ne soient pas dispensés au reste du groupe-classe.

Au début de chaque année scolaire, le pouvoir organisateur communique aux parents ou à l'élève majeur les modalités pratiques envisagées pour l'organisation des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé durant l'année scolaire à venir et pour le groupe-classe concerné.

§ 3. Au-delà de l'accompagnement personnalisé visé au paragraphe 1^{er}, l'affectation des moyens dédiés à la différenciation des apprentissages relève de l'autonomie du pouvoir organisateur. Toutefois, l'affectation des moyens attribués pour l'encadrement des élèves admis dans l'enseignement secondaire bien qu'ayant échoué tout ou partie de l'épreuve externe commune certificative en fin de sixième année primaire, selon les modalités visées à l'article 2.3.2-12, ne peut mener à la constitution de groupes-classes regroupant de manière permanente ces élèves. ».

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 2.2.3-3 rédigé comme suit:

« Article 2.2.3-3. En cas de violation des conditions d'organisation des périodes d'accompagnement personnalisé fixées à l'article 2.2.3-2, le Gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée au présent article, prononcer une des sanctions suivantes:

1^o l'avertissement;

2^o une amende dont le montant équivaut à 5% des dotations ou des subventions de fonctionnement annuelles de l'école concernée;

3^o en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait, pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le Gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5%.

Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement à l'article 2.2.3-2 est porté à leur connaissance, les services du Gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information. Le cas échéant, le pouvoir organisateur met à la disposition des services du Gouvernement les informations relatives à l'organisation pratique des périodes d'accompagnement personnalisé au sein de l'école.

S'ils l'estiment nécessaire, les services du Gouvernement peuvent solliciter le Service général de l'Inspection pour réaliser une mission d'investigation, conformément à l'article 7/1 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

Lorsqu'ils disposent de suffisamment d'éléments indiquant qu'une violation a été commise ou lorsque la mission d'investigation et de contrôle spécifique réalisée par le Service général de l'Inspection confirme le manquement substantiel ou l'infraction, les services du Gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le Gouvernement statue dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai de réponse laissé au pouvoir organisateur concerné. ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 7. Dans l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 11^o est abrogé;

b) dans le 25^o, les mots « ou d'un maître d'adaptation et de soutien pédagogique » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 11, § 1^{er}, du même décret, les mots « à un maître d'adaptation et de soutien pédagogique » sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 19 du même décret, les mots « et les maitres d'adaptation et de soutien pédagogique » et les mots « ou le maitre d'adaptation et de soutien pédagogique » sont chaque fois abrogés.

Art. 10. Dans l'article 20, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « ou le maitre d'adaptation et de soutien pédagogique » sont abrogés.

Art. 11. Dans l'article 21, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « ou maitre d'adaptation et de soutien pédagogique » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 28 du même décret, les mots « , le cas échéant, le complément d'encadrement pour les 1e et 2e primaires et les cours d'adaptation à la langue de l'enseignement » sont remplacés par les mots « le complément d'encadrement pour l'accompagnement personnalisé ».

Art. 13. Dans l'article 29 du même décret, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 30, § 1^{er}, dernier alinéa, du même décret, les mots « l'article 29, § 2, » sont abrogés.

Art. 15. L'article 31*bis* du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Article 31*bis*. - § 1^{er}. Afin de mettre en place un accompagnement personnalisé conformément à l'article 2.2.3-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le nombre de périodes générées spécifiquement pour l'accompagnement personnalisé est déterminé, par implantation, de la manière suivante:

1° en 1^{re} et 2e années de l'enseignement primaire, 1 période est générée par tranche entamée de 5 élèves sur base de la population scolaire totale de ces deux années d'études;

2° en 3e et 4e années de l'enseignement primaire, 2 périodes sont générées par tranche entamée de 20 élèves sur base de la population scolaire totale de ces deux années d'études;

3° en 5e et 6e années de l'enseignement primaire, 1 période est générée par tranche entamée de 20 élèves sur base de la population scolaire totale de ces deux années d'études.

Sans préjudice de l'article 27, la détermination des périodes visées à l'alinéa 1^{er} s'effectue sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les années d'études concernées au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ces périodes sont octroyées du premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire. Elles peuvent uniquement être utilisées dans les implantations et pour les années d'études qui les ont générées, sauf en cas de groupe-classe rassemblant plusieurs années d'études.

Par dérogation à l'alinéa précédent, s'il reste des périodes après avoir satisfait aux obligations prévues à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 1^{er}, 4°, et alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire pour tous les groupes-classes de l'implantation, celles-ci peuvent être affectées aux années d'études concernées ou à d'autres années d'études. Elles visent alors soit le renforcement des dispositifs d'accompagnement personnalisé mis en place, soit d'autres finalités pédagogiques ou organisationnelles adaptées aux réalités et besoins locaux des établissements.

§ 2. Le membre du personnel chargé de l'accompagnement personnalisé est un instituteur primaire, un maitre de seconde langue, un maitre de philosophie et de citoyenneté ou un logopède, tel que défini par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Le choix de la (des) fonction(s) fait l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

§ 3. Pour les membres du personnel enseignant visés au § 2:

1° le volume des prestations des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} est déterminé selon les normes fixées par le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

2° ces emplois visés sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 4. Pour les logopèdes visés au § 2:

1° les articles 99, 100 et 101 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé leur sont applicables;

2° emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 5. Tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestations en vigueur dans la fonction concernée.

§ 6. Toute implantation qui scolarise cinq élèves ou plus provenant:

1° d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse;

2° d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

3° d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance;

bénéficie de 0,5 période par élève visé aux points 1° à 3°, arrondi à l'unité supérieure.

Ces périodes s'ajoutent aux périodes d'accompagnement personnalisé visées au paragraphe 1^{er}.

Une attestation émanant de la direction du centre d'accueil, de l'internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, du home ou de la famille d'accueil doit être présentée au vérificateur pour justification. Ce document est renouvelé chaque année. ».

Art. 16. Dans l'article 31*bis*/1 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « à l'article 31*bis*, § 4, » sont chaque fois remplacés par les mots « au paragraphe 6, »;

2° l'article 31*bis*/1 est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit:

« § 6. Le nombre maximum d'élèves en 1^{re} et 2e années de l'enseignement primaire est de 24 par groupe-classe. ».

Art. 17. Dans l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « des périodes pour l'encadrement complémentaire en 1^{re} et 2e primaires visées à l'article 31bis, des périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement visées à l'article 32, § 3, » sont remplacés par les mots « des périodes d'accompagnement personnalisé visées à l'article 31bis, »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

« Pour chaque école ou implantation à comptage séparé, le nombre de titulaires est le quotient entier de la division par 24 du résultat obtenu à l'article 29 dont on soustrait le nombre de périodes réservées aux cours d'éducation physique, à savoir deux périodes par classe organisée.

Après déduction des périodes de titulaires et d'éducation physique visées au premier alinéa des périodes générées conformément à l'article 29, les multiples de 12 du solde constituent les périodes d'adaptation.

Les périodes d'adaptation peuvent permettre d'organiser de l'accompagnement personnalisé, de la coordination ou du soutien pédagogique, de l'éducation physique, de la langue moderne (seconde langue) et des cours de philosophie et de citoyenneté, ou de dédoubler des classes.

Lorsqu'elles sont utilisées à des fins de coordination et de soutien pédagogique, les périodes d'adaptation peuvent être prestées à hauteur de maximum 3 périodes par tranche de 12, de 6 périodes par tranche de 24, de 9 périodes par tranche de 36 (et ainsi de suite par multiple de 12).

La disposition prévue à l'alinéa précédent fait l'objet, lors de chaque rentrée scolaire, d'un avis favorable selon le cas du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné ou d'une concertation au sein de l'instance prévue à cet effet dans l'enseignement libre subventionné. »;

3° dans le paragraphe 4, les mots « des maîtres d'adaptation et de soutien pédagogique à temps plein ou à mi-temps » sont remplacés par les mots « des périodes d'adaptation ».

Art. 18. Dans l'article 34, alinéa 2, du même décret, les mots « de maîtres d'adaptation » sont remplacés par les mots « de périodes d'adaptation ».

Art. 19. Dans l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de l'accompagnement personnalisé » sont insérés entre les mots « d'éducation physique, » et les mots « constituer des groupes de taille réduite. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « ou un maître d'adaptation et de soutien pédagogique » sont abrogés.

Art. 20. Dans l'article 39, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « les périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2e primaires visées à l'article 31bis, § 1^{er}, » et les mots « dédiées aux maîtres » sont abrogés.

TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCUEIL, LA SCOLARISATION ET L'ACCOMPAGNEMENT DES ELEVES QUI NE MAITRISENT PAS LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT ORGANISE OU SUBVENTIONNE PAR LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Art. 21. Dans l'article 2 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 14 juillet 2021,

1° dans le 2°, les mots « soit être de nationalité belge et avoir résidé plus de douze mois à l'étranger dans une région non francophone, » sont insérés entre les mots « ou ayant obtenu la nationalité belge suite à une adoption, » et les mots « soit, être reconnu comme apatride; »

2° dans le 3°, le a) est remplacé par ce qui suit:

« a) être âgé d'au moins 5 ans au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire concernée et être scolarisé en troisième année de l'enseignement maternel, ou en première ou deuxième année de l'enseignement primaire; ».

Art. 22. Dans l'article 4, § 3, alinéa 3, du même décret, tel que complété par le décret du 14 juillet 2021, les mots « 24 mois » sont remplacés par les mots « 12 mois ».

Art. 23. À l'article 22, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

a) les termes « À partir du 1^{er} septembre 2020 » sont remplacés par les termes « à partir du 28 août 2023 »;

b) un alinéa est inséré après l'actuel alinéa unique, rédigé comme suit:

« La déclaration de vacance dans ces emplois ne peut être opérée jusqu'à cette date. ».

Art. 24. L'article 26/1 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Par dérogation à l'article 2, 3°, les élèves FLA qui ont généré un encadrement complémentaire conformément à l'article 4 au cours de l'année scolaire 2021-2022 continuent de générer cet encadrement complémentaire jusqu'à l'échéance de la durée visée à l'article 4, § 3, alinéa 3. »

Art. 25. Dans le même décret, il est inséré un article 26/2 rédigé comme suit:

« Article 26/2. – Durant l'année scolaire 2022-2023 et par dérogation à l'article 2, 3°, a), les élèves FLA scolarisés en troisième et quatrième années de l'enseignement primaire génèrent un encadrement complémentaire conformément à l'article 4, § 1^{er}, pour une durée de 12 mois civils consécutifs conformément à l'article 4, § 3, alinéa 3. ».

TITRE III. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX EVALUATIONS EXTERNES NON CERTIFICATIVES

Art. 26. L'article 1.6.3-1, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire est abrogé.

Art. 27. Dans l'article 1.6.3-5, du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. En ce qui concerne le Tronc commun défini à l'article 1.2.1-5, tous les cinq ans, sur proposition de la Commission des évaluations instituée par l'article 1.6.4-1 et sur avis de la Commission de pilotage dont les missions sont visées à l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, le Gouvernement arrête un plan quinquennal qui présente le calendrier de l'ensemble des évaluations externes non certificatives organisées pour l'ensemble des élèves de troisième et cinquième années de l'enseignement primaire, en précisant:

- 1° les évaluations externes non certificatives qui portent sur l'ensemble des écoles et celles qui portent sur un échantillon représentatif d'entre elles;
- 2° les disciplines ou parties de disciplines visées ainsi que les années d'études ou les classes d'âge concernées;
- 3° le temps de passation et de correction alloué à chaque évaluation;
- 4° s'il échet, les types et les formes d'enseignement spécialisé visés.

Le plan quinquennal prévoit au minimum une évaluation chaque année pour les élèves de troisième et cinquième années de l'enseignement primaire. ».

Art. 28. Dans l'article 1.6.4-1, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 7°, le « . » est remplacé par « ; »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par un 8° rédigé comme suit:

« 8° remettre au Gouvernement une proposition de plan quinquennal visé à l'article 1.6.3-5, § 1^{er}. ».

TITRE IV. — DISPOSITIONS RELATIVES A L'OCTROI DE MOYENS AUX ECOLES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE POUR APPORTER UN SOUTIEN PEDAGOGIQUE ET EDUCATIF CIBLE ET RENFORCE AUX ELEVES

Art. 29. Pour l'application du présent titre, on entend par « soutien pédagogique » les démarches de prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé par des enseignants en vue de remédier aux difficultés d'apprentissage de ces élèves. Ces démarches peuvent s'inscrire dans une perspective de différenciation visant à varier les moyens, les dispositifs et les méthodes, en tenant compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves. De telles pratiques s'inscrivent dans une logique d'accompagnement personnalisé.

On entend par « soutien éducatif » les démarches de prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement primaire ordinaire par des éducateurs, et des élèves de l'enseignement primaire spécialisé par des éducateurs ou du personnel paramédical, social et psychologique, en vue d'améliorer le bien-être mental, émotionnel et relationnel de ces élèves.

Ces démarches de prises en charge pédagogiques et éducatives doivent se dérouler en présentiel. Elles peuvent néanmoins se tenir en distanciel si les normes sanitaires en vigueur l'exigent.

Art. 30. Des moyens supplémentaires sont octroyés aux écoles de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé. Ils visent le déploiement exceptionnel d'un soutien de type pédagogique et éducatif pour compenser, pour les élèves les plus en difficulté, les effets de la crise sanitaire COVID-19, en poursuivant les objectifs suivants:

- 1° soutenir prioritairement les élèves qui présentent des difficultés d'apprentissage dans l'acquisition des savoirs de base;
- 2° soutenir la santé mentale et le bien-être des élèves dans un climat scolaire serein et bienveillant;
- 3° lutter contre le décrochage scolaire.

En aucun cas ces moyens supplémentaires ne peuvent bénéficier à d'autres fins que celles visées par le présent titre.

Art. 31. § 1^{er}. Un pot de 32.230 périodes est octroyé aux implantations de l'enseignement primaire ordinaire à raison d'une période par tranche complète de 19 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2021. Le calcul s'effectue par implantation. Chaque implantation bénéficie au minimum de deux périodes.

§ 2. Un pot de 2.042 périodes est octroyé aux implantations de l'enseignement primaire spécialisé (maturités I à IV) à raison d'une période par tranche complète de 16 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2021. Le calcul s'effectue par implantation. Chaque implantation bénéficie au minimum de deux périodes.

§ 3. Les périodes visées par le présent article sont octroyées pour une durée de six mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2022 inclus.

Art. 32. Les implantations qui utiliseront les périodes visées à l'article 31 du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2022 doivent en informer les services du Gouvernement via un formulaire conçu à cet effet, et ce pour le 15 février 2022 au plus tard. À défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les périodes ne pourront être utilisées par l'implantation concernée.

Les implantations qui utiliseront les périodes visées à l'article 31 du 2 avril au 30 juin 2022 doivent en informer les services du Gouvernement via un formulaire conçu à cet effet, et ce pour le 20 mai 2022 au plus tard. À défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les périodes ne pourront être utilisées par l'implantation concernée.

Dans ce formulaire, l'implantation indique le(s) profil(s), parmi les fonctions visées à l'article 33, qu'elle compte recruter. Elle indique également les tâches et les activités qu'elle compte organiser dans le cadre de la mise en place de pratiques de soutien pédagogique ou éducatif pour lesquelles les périodes visées à l'article 31 seront utilisées, ainsi que le(s) public(s)-cible(s) bénéficiaire(s).

Art. 33. § 1^{er}. Les moyens visés à l'article 31 permettent la création d'un ou plusieurs emplois dans une ou des fonctions de recrutement, telles que définies, pour le niveau d'enseignement concerné ou le niveau directement inférieur ou supérieur, par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au sein des catégories de personnel suivantes:

- 1° le personnel enseignant;
- 2° le personnel paramédical;
- 3° le personnel social;
- 4° le personnel psychologique;

5° le personnel auxiliaire d'éducation.

La définition des missions données dans ce cadre, et leur accroche à une fonction de recrutement par le pouvoir organisateur, font l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

Ces emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

§ 2. Tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestation en vigueur dans les fonctions concernées.

TITRE V. — DISPOSITION TECHNIQUE

Art. 34. Dans l'article 105 du décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre, les mots « les articles 8, § 2, et 9, § 2, » sont remplacés par les mots « les articles 10, § 2, et 11, § 2, ».

TITRE VI — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

CHAPITRE 1. — Dispositions transitoires

Art. 35. Les écoles qui sont concernées par la mise en œuvre du tronc commun visé à l'article 1.2.1-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire durant la période de validité de leur contrat d'objectifs sont tenues d'initier une modification dudit contrat afin d'actualiser les éléments visés à l'article 1.5.2-3, § 1^{er}, 6°, du même Code lors de l'évaluation intermédiaire de leur contrat d'objectifs conformément à l'article 1.5.2-9, § 1^{er}, du même Code.

Art. 36. § 1^{er}. Durant l'année scolaire 2022-2023 et par dérogation à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, la grille-horaire comporte, en première et deuxième années de l'enseignement primaire, les deux périodes d'accompagnement personnalisé visées à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 1^{er}, 4°, du même Code.

Pour ce faire, et par dérogation à l'article 2.2.3-2, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, le nombre de périodes générées spécifiquement pour l'accompagnement personnalisé dans le capital-périodes est déterminé, par implantation, à hauteur d'une période par tranche entamée de 12 élèves de 1^{re} et 2^e années de l'enseignement primaire sur la base de la population scolaire totale de ces deux années d'études. Un minimum de deux périodes est généré pour chaque implantation.

La détermination des périodes visées à l'alinéa 2 s'effectue sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les années d'études concernées au 15 janvier 2022.

Ces périodes sont octroyées du premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire. Elles peuvent uniquement être utilisées dans les implantations et pour les années d'études qui les ont générées, sauf en cas de groupe-classe rassemblant plusieurs années d'études.

Par dérogation à l'alinéa précédent, s'il reste des périodes après avoir satisfait aux obligations prévues à l'alinéa 1^{er}, pour tous les groupes-classes de l'implantation, celles-ci peuvent être affectées aux années d'études concernées ou à d'autres années d'études, et ce afin de développer ou de renforcer les dispositifs d'accompagnement personnalisé.

§ 2. Le membre du personnel chargé de l'accompagnement personnalisé est un instituteur primaire, un maître de seconde langue, un maître de philosophie et de citoyenneté ou un logopède, tel que défini par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Le choix de la (des) fonction(s) fait l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

§ 3. Pour les membres du personnel enseignant visés au § 2:

1° le volume des prestations des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} est déterminé selon les normes fixées par le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

2° ces emplois visés sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 4. Pour les logopèdes visés au § 2:

1° les articles 99, 100 et 101 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé leur sont applicables;

2° ces emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois. Les emplois créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 5. Tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestations en vigueur dans la fonction concernée.

§ 6. Complémentaire aux deux périodes obligatoires d'accompagnement personnalisé visé au paragraphe 1^{er}, le pouvoir organisateur peut décider d'organiser tout ou partie des périodes d'accompagnement personnalisé visées à l'article 2.2.1-4, § 3, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, en utilisant:

1° les éventuelles périodes spécifiquement octroyées pour l'accompagnement personnalisé visées au paragraphe 1^{er};

2° des périodes visées à l'article 29, § 2, du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

3° des périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2^e primaires visés à l'article 31bis du même décret;

4° des périodes de reliquat visées à l'article 34 du même décret;

5° des périodes d'adaptation visées à l'article 33, §§ 3 et 4, du même décret;

6° des périodes d'encadrement différencié.

Art. 37. L'article 31bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que remplacé par l'article 15, s'applique:

1° à partir du premier jour de l'année scolaire 2023-2024 pour tous les élèves scolarisés en 1^{re}, 2e, 3e et 4e années de l'enseignement primaire;

2° à partir du premier jour de l'année scolaire 2024-2025 pour tous les élèves scolarisés en 5e année de l'enseignement primaire;

3° à partir du premier jour de l'année scolaire 2025-2026 pour tous les élèves scolarisés en 6e année de l'enseignement primaire.

Art. 38. Par dérogation à l'article 6.1.8-1, § 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'enveloppe globale visée par cette disposition est de 27.839.750 euros pour l'année civile 2022.

Par dérogation à l'article 6.1.8-1, § 1^{er}, 1°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, un montant maximum de 15.000.000 euros est affecté à l'organisation des demi-jours supplémentaires visés à l'article 6.1.3-9 du même Code pour l'année civile 2022.

CHAPITRE 2. — Dispositions finales

Art. 39. L'article 34 produit ses effets le 1^{er} avril 2022.

Art. 40. Les articles 7 à 20 entrent en vigueur le 28 août 2023.

Art. 41. Les articles 22 et 25 entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2022.

Art. 42. Le titre IV produit ses effets le 1^{er} janvier 2022 et cesse de produire ses effets le 30 juin 2022.

Art. 43. À l'exception de la date d'entrée en vigueur fixée aux articles 39 à 42, le présent décret entre en vigueur le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 421-1. - Rapport de commission, n° 421-2. - Texte adopté en séance plénière, n° 421-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/41800]

20 JULI 2022. — Decreet betreffende de voorziening voor persoonlijke begeleiding en houdende diverse maatregelen ter begeleiding van de uitvoering van de gemeenschappelijke kern, en voor de toekenning van middelen aan basisscholen om een gerichte en versterkte pedagogische en opvoedkundige ondersteuning te geven aan de leerlingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — VOORZIENINGEN VOOR DE ORGANISATIE VAN LESTIJDEN VOOR PERSOONLIJKE BEGELEIDING

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. In artikel 1.5.3-1, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in 12. wordt „.” vervangen door „.”;

2. paragraaf 2 wordt aangevuld met een 13., luidend als volgt:

“13. om elk jaar, voor de scholen die betrokken zijn bij de uitvoering van de gemeenschappelijke Basis, een globaal onderzoek te voeren over de praktische modaliteiten van de differentiatie van de leerprocessen en van de persoonlijke begeleiding, in samenhang met de elementen in de doelstellingenovereenkomst van de school conform artikel 1.5.2-3, § 1, 6.”

Art. 2. In artikel 2.1.1-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1. wordt vervangen door wat volgt:

"1. persoonlijke begeleiding: de lestijden in het lesrooster van alle leerlingen van een klas of meerdere klassen tegelijkertijd, tijdens dewelke een totale omkadering wordt bevorderd om een begeleiding van de leerlingen mogelijk te maken, in groepjes van verschillende grootte of individueel, om heterogene klassen te verkrijgen en de motivatie en het succes van de leerlingen te ondersteunen;"

b) in 10. wordt de zin "Deze praktijken omvatten gedifferentieerde pedagogie, remediëring overschrijdingsactiviteiten en persoonlijke begeleiding" opgeheven.

Art. 3. Artikel 2.2.1-4, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"In het eerste en tweede jaar van het basisonderwijs, aanvullend op de lestijden van persoonlijke begeleiding waarvan sprake in het eerste lid, 4., worden twee lestijden van persoonlijke begeleiding georganiseerd en verdeeld over de verschillende domeinen en vakken of over alle domeinen en vakken waarvan sprake in artikel 2.2.1-5, § 3."

Art. 4. Artikel 2.2.3-1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"De modaliteiten van de differentiatie van de leerprocessen en van de persoonlijke begeleiding zijn beschreven in de doelstellingenovereenkomst conform artikel 1.5.2-3, § 1, 6."

Art. 5. Artikel 2.2.3-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Artikel 2.2.3-2. § 1. Het aantal wekelijkse lestijden voor gepersonaliseerde begeleiding in het lesrooster van leerlingen wordt bepaald conform artikelen 2.2.1-4, § 3, en 2.2.2-1, § 3.

Als in het basisonderwijs de omkadering berekend volgens artikel 31bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving onvoldoende lestijden oplevert om het verplichte wekelijkse uurrooster van de leerlingen na te leven, kan de inrichtende macht voor de organisatie van de persoonlijke begeleiding gebruikmaken van resterende lestijden waarvan sprake in artikel 34 van hetzelfde decreet, van aanpassingslestijden waarvan sprake in artikel 33, § 3 en 4 van hetzelfde decreet, en van lestijden van gedifferentieerde begeleiding.

De inrichtende macht implementeert in elk geval een persoonlijke begeleiding inclusief minstens het equivalent van de omkadering van twee klassen door drie leerkrachten, of door twee leerkrachten en een logopedist, en dit gedurende vier wekelijkse lestijden in het eerste en tweede jaar van het basisonderwijs, en gedurende twee wekelijkse lestijden in het derde tot en met het zesde jaar van het basisonderwijs.

§ 2. De inrichtende macht kan de lestijden voor persoonlijke begeleiding niet aanwenden voor een permanente vermindering van de grootte van de klassengroepen. Een klassengroep kan tijdens het schooljaar af en toe worden onderverdeeld om te voldoen aan de behoeften van de leerlingen, maar zonder permanente en homogene groepen leerlingen in moeilijkheden te vormen.

De inrichtende macht organiseert lestijden voor persoonlijke begeleiding om te garanderen dat, als leerlingen worden begeleid buiten de klassengroep, nieuwe of verschillende lesinhouden niet worden verstrekt aan de rest van de klassengroep.

Aan het begin van elk schooljaar deelt de inrichtende macht aan de ouders of aan de meerderjarige leerling de praktische modaliteiten mee voor de organisatie van differentiërvoorzieningen en voorzieningen van persoonlijke begeleiding tijdens het nieuwe schooljaar en voor de betrokken klassengroep.

§ 3. Naast de persoonlijke begeleiding bedoeld in het eerste lid, valt de toekenning van de middelen bedoeld voor differentiatie onder de autonomie van de inrichtende macht. De toekenning van de middelen toegewezen voor de omkadering van leerlingen toegelaten in het secundair onderwijs hoewel ze niet (volledig) geslaagd waren voor de gemeenschappelijke externe proef die wordt bekrachtigd met een getuigschrift op het einde van het zesde jaar van de lagere school, volgens de nadere regels bedoeld in artikel 2.3.2-12, mag niet leiden tot de oprichting van permanente groepen-klassen van leerlingen."

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 2.2.3-3 ingelast dat als volgt is opgesteld:

"Artikel 2.2.3-3. Bij een inbreuk op de voorwaarden voor de organisatie van de lestijden voor persoonlijke begeleiding vastgesteld in artikel 2.2.3-2, kan de regering, met inachtneming van de procedure in dit artikel, een van de volgende sancties opleggen

1. de waarschuwing;
2. een boete waarvan het bedrag gelijk is aan 5% van de jaarlijkse dotaties of werkingssubsidies van de betrokken school.
3. in geval van herhaling binnen vijf jaar, de intrekking van alle dotaties of werkingssubsidies voor het lopende schooljaar voor de bedoelde school.

Indien de boete bedoeld in lid 1, 2, niet binnen drie maanden na kennisgeving van de straf wordt terugbetaald, zal de Regering het bedrag van de boete verhoogd met 2,5% in mindering laten brengen van de dotaties of werkingssubsidies van de betrokken school.

Zodra zij kennis krijgen van een klacht die of een feit dat een schending of overtreding van het artikel 2.2.3-2 zou kunnen zijn, onderzoeken de Regeringsdiensten de zaak en kunnen zij elke persoon horen die een nuttige bijdrage kan leveren tot hun informatie. In voorkomend geval stelt de inrichtende macht aan de regeringsdiensten de informatie ter beschikking over de praktische organisatie van de lestijden voor persoonlijke begeleiding in de school.

Als ze het nodig achten, kunnen de regeringsdiensten een beroep doen op de algemene inspectiedienst om een onderzoeksopdracht uit te voeren conform artikel 7/1 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst.

Wanneer zij voldoende informatie hebben dat een schending werd begaan of als de onderzoeksopdracht en de specifieke controle van de algemene Dienst inspectiedienst de wezenlijke toekortkoming of inbreuk bevestigt, stellen de regeringsdiensten de bevoegde inrichtende macht in kennis van hun klachten. Deze heeft 30 dagen tijd om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen te maken

De regering neemt een beslissing binnen de zestig dagen na het verstrijken van de reactietermijn die aan de betrokken inrichtende macht is gelaten."

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 7. In artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) 11. wordt opgeheven;
- b) in 25. worden de woorden "of van een aanpassingsleraar en en leraar pedagogische steun" opgeheven.

Art. 8. In artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "aan een aanpassingsleraar en leraar pedagogische steun" opgeheven.

Art. 9. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden "en de taakleraars en pedagogische steun leraars" en de woorden "of de taakleraar en pedagogische steun leraar" opgeheven.

Art. 10. In artikel 20, § 3, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "of de taakleraar en pedagogische steun leraar" opgeheven.

Art. 11. In artikel 21, § 3, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "of taakleraar en pedagogische steun leraar" opgeheven.

Art. 12. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de woorden ", in voorkomend geval, de aanvullende begeleiding voor het eerste en tweede leerjaar en de lessen voor aanpassing aan de taal van het onderwijs" vervangen door de woorden "de aanvullende begeleiding voor de persoonlijke begeleiding".

Art. 13. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 14. In artikel 30, § 1, laatste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 29, § 2" opgeheven.

Art. 15. Artikel 31*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Artikel 31*bis*. - § 1. Om een persoonlijke begeleiding in te voeren conform artikel 2.2.3-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wordt het aantal specifieke lestijden voor de persoonlijke begeleiding per vestiging op de volgende manier bepaald:

1. in het eerste en tweede jaar van het basisonderwijs wordt 1 lestijd voorzien per begonnen schijf van 5 leerlingen op basis van de totale schoolbevolking van deze twee studie jaren;
2. in het derde en vierde jaar van het basisonderwijs worden 2 lestijden voorzien per begonnen schijf van 20 leerlingen op basis van de totale schoolbevolking van deze twee studie jaren;
3. in het vijfde en zesde jaar van het basisonderwijs wordt 1 lestijd voorzien per begonnen schijf van 20 leerlingen op basis van de totale schoolbevolking van deze twee studie jaren.

Onverminderd artikel 27 worden de lestijden waarvan sprake in het eerste lid bepaald op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de betrokken studie jaren op 15 januari van het voorafgaande schooljaar.

Deze lestijden worden toegekend van de eerste dag van het schooljaar tot de laatste dag van het schooljaar. Ze mogen alleen worden gebruikt in de vestigingen en voor de studie jaren die ze aangemaakt hebben, behalve in het geval van een klassengroep die meerdere studie jaren omvat.

Als er in afwijking van het vorige lid nog lestijden zijn, na voldaan te hebben aan de verplichtingen die voorzien zijn in artikel 2.2.1-4, § 3, eerste lid, 4., en tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs voor alle klassengroepen van de vestiging, dan kunnen deze worden toegewezen aan de betrokken studie jaren of aan andere studie jaren. Ze hebben dus betrekking op, ofwel de versterking van de voorzieningen voor de ingevoerde persoonlijke begeleiding, ofwel andere pedagogische of organisatorische doeleinden aangepast aan de lokale realiteiten en behoeften van de instellingen.

§ 2. Het personeelslid dat belast is met de persoonlijke begeleiding is een onderwijzer lager onderwijs, een leermeester tweede taal, een leermeester filosofie en burgerzin of logopedist, zoals bepaald door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De keuze van de functie(s) gebeurt door een voorafgaand overleg binnen de plaatselijke organen van sociaal overleg.

§ 3. Voor de leden van het onderwijzend personeel waarvan sprake in § 2:

1. wordt het aantal prestaties van de personeelsleden waarvan sprake in het eerste lid bepaald volgens de normen van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;
2. worden deze vermelde betrekkingen op een vrijwillige basis aan de personeelsleden toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband.

§ 4. Voor de logopedisten waarvan sprake in § 2:

1. zijn de artikelen 99, 100 en 101 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs van toepassing;
2. worden betrekkingen aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband.

§ 5. Alle in lestijden omgerekende betrekkingen worden omgerekend a rato van 24 lestijden per volledige opdrachtlast, en dit ongeacht de personeelscategorie en de in het betrokken ambt geldende prestatieregeling.

§ 6. Elke vestiging waar vijf of meer leerlingen schoollopen afkomstig van:

1. een opvangtehuis of -gezin, voor zover ze er door de rechter of adviseur voor hulpverlening aan de jeugd zijn geplaatst;
 2. een internaat voor kinderen waarvan de ouders geen vaste verblijfplaats hebben;
 3. een opvangcentrum georganiseerd of erkend door de Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn;
- geniet een halve lestijd per leerling waarvan sprake in punten 1. tot en met 3, afgerond naar de bovenste eenheid

Deze lestijden worden toegevoegd aan de lestijden voor persoonlijke begeleiding waarvan sprake in paragraaf 1.

Een attest van de directie van het opvangcentrum, van het internaat voor kinderen waarvan de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, van het opvangtehuis of -gezin moet aan de verificateur ter rechtvaardiging worden voorgelegd. Dit document wordt elk jaar vernieuwd."

Art. 16. In artikel 31*bis*/1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "bij artikel 31*bis*, § 4," worden elke keer vervangen door de woorden "in paragraaf 6,";
2. artikel 31*bis*/1 wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt:

"§ 6. Het maximale aantal leerlingen in het eerste en tweede jaar van het basisonderwijs bedraagt 24 per klassengroep."

Art. 17. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in paragraaf 4, eerst lid, worden de woorden "lestijden voor aanvullende omkadering in het eerste en tweede leerjaar van het basisonderwijs waarvan sprake in artikel 31*bis*, aanpassingslestijden aan de onderwijstaal waarvan sprake in artikel 32, § 3," vervangen door de woorden "lestijden voor persoonlijke begeleiding waarvan sprake in artikel 31*bis*,"

2. paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor elke school of vestiging met afzonderlijke telling is het aantal rechthebbenden het quotiënt (geheel getal) van de deling door 24 van het resultaat verkregen in artikel 29, waarvan het aantal voor lichamelijke opvoeding voorbehouden lestijden wordt afgetrokken, met name twee lestijden per georganiseerde klas.

Na aftrek van de lestijden van rechthebbenden en lichamelijke opvoeding waarvan spraken in het eerste lid van de lestijden gegenereerd conform artikel 29, vormen de veelvoud van 12 van het saldo de aanpassingslestijden.

Met de aanpassingslestijden kunnen de volgende zaken worden georganiseerd: de persoonlijke begeleiding, de coördinatie of pedagogische ondersteuning, de lichamelijke opvoeding, moderne talen (tweede taal) en de lessen filosofie en burgerzin, of om de klassen te splitsen.

Als de aanpassingslestijden worden gebruikt voor coördinatie en pedagogische ondersteuning, kunnen ze worden gepresteerd gedurende maximaal 3 lestijden per schijf van 12, 6 lestijden per schijf van 24, 9 lestijden per schijf van 36 (en zo verder per veelvoud van 12).

De in het vorige lid voorziene bepaling maakt bij elk nieuw schooljaar het voorwerp uit van een gunstig advies van, afhankelijk van het geval, het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of van de plaatselijke paritaire commissie voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, of van een overleg in de hiertoe voorziene instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs."

3. in paragraaf 4 worden de woorden "voltijdse of deeltijdse taakleraars en pedagogische steun leraars" vervangen door de woorden "aanpassingslestijden".

Art. 18. In artikel 34, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van taakleraars" vervangen door de woorden "van aanpassingslestijden".

Art. 19. In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in paragraaf 1 worden de woorden "van de persoonlijke begeleiding" ingevoegd tussen de woorden "van lichamelijke opvoeding" en de woorden "groepen van beperkte omvang vormen .";

2. in paragraaf 2 worden de woorden "of een taakleraar en pedagogische steun leraar" opgeheven.

Art. 20. In artikel 39, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de lestijden voor de aanvullende omkadering voor het eerste en tweede leerjaar van het basisonderwijs waarvan sprake in artikel 31*bis*, § 1," en de woorden "toegekend aan de taakleraars" opgeheven.

TITEL II. — BEPALINGEN BETREFFENDE HET ONTHAAL, DE SCHOLARISATIE EN DE BEGELEIDING VAN LEERLINGEN DIE DE TAAL NIET BEHEERSEN IN HET ONDERWIJS GEORGANISEERD OF GESUBSIDIEERD DOOR DE FRANSE GEMEENSCHAP .

Art. 21. In artikel 2 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld door het decreet van 14 juli 2021,

1. in 2. worden de woorden "of de Belgische nationaliteit hebben en langer dan twaalf maanden in het buitenland in een niet-Franstalige regio hebben gewoond," ingevoegd tussen de woorden "of de Belgische nationaliteit hebben verkregen na adoptie," en de woorden "of erkend zijn als staatloos;"

2. in 3. wordt a) vervangen door wat volgt:

"a) minstens 5 jaar oud zijn op ten laatste 31 december van het betrokken schooljaar en schoollopen in het derde jaar van het kleuteronderwijs, of in het eerste of tweede jaar van het basisonderwijs;"

Art. 22. In artikel 4, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld door het decreet van 14 juli 2021, worden de woorden "24 maanden" vervangen door de woorden "12 maanden".

Art. 23. In artikel 22, § 4, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen ingevoerd:

a) de termen "Vanaf 1 september 2020" worden vervangen door de termen "vanaf 28 augustus 2023";

b) een lid wordt ingevoegd na het huidige enkele lid, luidend als volgt:

"De verklaring van vacature in deze betrekkingen mag niet tot deze datum lopen."

Art. 24. Artikel 26/1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"In afwijking van het artikel 2, 3., blijven de FLA-leerlingen die tijdens het schooljaar 2021-2022 een aanvullende omkadering hebben gegenereerd conform artikel 4, deze aanvullende omkadering genereren tot aan het verstrijken van de termijn waarvan sprake in het artikel 4, § 3, derde lid."

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt een artikel 26/2 ingelast dat als volgt is opgesteld:

"Artikel 26/2. – Tijdens het schooljaar 2022-2023 en in afwijking van het artikel 2, 3., a), blijven de FLA-leerlingen die schoollopen in het derde en vierde leerjaar van het basisonderwijs een aanvullende begeleiding genereren conform artikel 4, § 1, gedurende 12 opeenvolgende kalendermaanden conform artikel 4, § 3, derde lid."

**TITEL III. — BEPALINGEN BETREFFENDE EXTERNE
EVALUATIES DIE NIET BEKRACHTIGD WORDEN MET EEN GETUIGSCHRIFT**

Art. 26. Artikel 1.6.3-1, eerste lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 1.6.3-5 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt:

"§ 1. Wat de gemeenschappelijke Basis in artikel 1.2.1-5 betreft, bepaalt de regering elke vijf jaar, op voorstel van de Evaluatiecommissie ingesteld door artikel 1.6.4-1 en op advies van het Stuurcomité waarvan de opdrachten vermeld staan in artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, een vijfdagenplan met de kalender van alle externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, voor alle leerlingen van het derde en vijfde jaar van het basisonderwijs, met vermelding van:

1. de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift die gaan over alle scholen en deze met een representatieve steekproefl ervan;
2. de vakken of delen van vakken waarvan sprake, evenals de betrokken studiejaren of leeftijdsgroepen;
3. de voor elke evaluatie toegekende duur voor afname en correctie;
4. in voorkomend geval, de bedoelde types en vormen gespecialiseerd onderwijs.

Het vijfdagenplan voorziet minimaal een jaarlijks evaluatie voor de leerlingen van het derde en vijfde jaar van het basisonderwijs."

Art. 28. In artikel 1.6.4-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in 7. wordt " " vervangen door " ;";
2. het eerste lid wordt aangevuld met een 8., luidend als volgt:

"8. aan de regering een voorstel van een vijfdagenplan voorleggen waarvan sprake in artikel 1.6.3-5, § 1."

**TITEL IV. — BEPALINGEN BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN MIDDELEN AAN BASISCHOLEN OM EEN
GERICHTE EN VERSTERKTE PEDAGOGISCHE EN OPVOEDKUNDIGE ONDERSTEUNING TE GEVEN AAN
DE LEERLINGEN**

Art. 29. Voor de toepassing van de huidige titel verstaat men onder "pedagogische ondersteuning" de stappen van individuele of collectieve begeleiding van de leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs ondernomen door leerkrachten om de leermoeilijkheden van die leerlingen te verhelpen. Deze stappen kunnen passen in het kader van een perspectief van differentiatie dat erop gericht is de middelen, inrichtingen en methodes af te wisselen, rekening gehouden met de heterogeniteit van de klassen, alsook de diversiteit van de leerwijzen en -noden van de leerlingen. Dergelijke praktijken liggen in de lijn van een logica van persoonlijke begeleiding.

Men verstaat onder "opvoedingsondersteuning" de stappen van individuele of collectieve begeleiding van leerlingen van het gewoon basisonderwijs ondernomen door hun opvoeders en van de leerlingen van het gespecialiseerd basisonderwijs ondernomen door opvoeders of paramedisch, sociaal en psychologisch personeel om het mentaal, emotioneel en relationeel welzijn van die leerlingen te verbeteren.

Deze stappen van pedagogische ondersteuning en opvoedingsondersteuning moeten face-to-face plaatsvinden. Zij kunnen, niettemin, op afstand plaatsvinden, indien de geldende gezondheidsnormen het vereisen.

Art. 30. Bijkomende middelen worden toegekend aan de scholen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs. Zij beogen de buitengewone ontplooiing van een ondersteuning van het pedagogische en educatieve type om voor de leerlingen met de meeste leerproblemen de gevolgen van de COVID-19-gezondheids crisis te compenseren door de volgende doelstellingen na te streven:

1. prioritair de leerlingen ondersteunen die leermoeilijkheden vertonen bij de verwerving van basiskennis;
2. de mentale gezondheid en het welzijn van de leerlingen in een sereen en gunstig schoolklimaat ondersteunen;
3. de schooluitval tegengaan.

Deze bijkomende middelen kunnen geenszins aan andere doeleinden dan deze die door de huidige titel worden beoogd ten goede komen.

Art. 31. § 1. Een pot van 32.230 lestijden wordt toegekend aan de vestigingen van het gewoon basisonderwijs op basis van een lestijd per volledige schijf van 19 leerlingen die op 15 januari 2021 regelmatig zijn ingeschreven. De berekening wordt per vestiging gedaan. Elke vestiging geniet, tenminste, twee lestijden.

§ 2. Een pot van 2.042 lestijden wordt toegekend aan de vestigingen van het gespecialiseerd basisonderwijs (maturiteiten I tot IV) op basis van een lestijd per volledige schijf van 16 leerlingen die op 15 januari 2021 regelmatig zijn ingeschreven. De berekening wordt per vestiging gedaan. Elke vestiging geniet, tenminste, twee lestijden.

§ 3. De lestijden beoogd door het huidig artikel worden toegekend voor een duur van zes maanden, van 1 januari tot en met 30 juni 2022.

Art. 32. De vestigingen die van 1 januari tot 1 april 2022 de lestijden gebruiken waarvan sprake in artikel 31, moeten de regeringsdiensten daarover inlichten via een daartoe ontworpen formulier en dit ten laatste tegen 15 februari 2022. Als het formulier niet binnen die termijn wordt ingevuld en teruggestuurd, kunnen de lestijden door de betrokken vestiging niet meer worden gebruikt.

De vestigingen die van 2 april tot 30 juni 2022 de lestijden gebruiken waarvan sprake in artikel 31, moeten de regeringsdiensten daarover inlichten via een daartoe ontworpen formulier en dit ten laatste tegen 20 mei 2022. Als het formulier niet binnen die termijn wordt ingevuld en teruggestuurd, kunnen de lestijden door de betrokken vestiging niet meer worden gebruikt.

In dit formulier geeft de vestiging het/de profiel(en) aan onder de in artikel 33 vermelde functies die ze wenst aan te werven. Ze geeft eveneens de taken en activiteiten aan die ze wenst te organiseren in het kader van de implementering van pedagogische of educatieve ondersteuning waarvoor de lestijden waarvan sprake in artikel 31 moeten worden gebruikt, alsook het (de) begunstigde doelpubliek(en).

Art. 33. § 1. Met de middelen waarvan sprake in artikel 31 kunnen een of meerdere betrekkingen worden gecreëerd in rekruteringsfuncties, zoals vastgelegd, voor het niveau van het betrokken onderwijs of het onmiddellijk lager of hoger niveau, door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, binnen de volgende personeelscategorieën:

1. het onderwijzend personeel;
2. het paramedisch personeel;
3. het sociaal personeel;
4. het psychologisch personeel;
5. het opvoedend hulp personeel.

Over de bepaling van de in dat kader toevertrouwde opdrachten en hun verbinding met een aanwervingsambt door de inrichtende macht wordt vooraf overleg gepleegd binnen de plaatselijke organen van sociaal overleg.

Deze betrekkingen worden aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen.

In geen geval mag de toekenning van deze lestijden leiden tot een benoeming of werving in vast verband.

§ 2. Alle in lestijden omgerekende betrekkingen worden omgerekend a rato van 24 lestijden per volledige opdrachtlast, en dit ongeacht de personeelscategorie en de in de betrokken functies geldende prestatieregeling.

TITEL V. — TECHNISCHE BEPALING

Art. 34. In artikel 105 van het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang, worden de woorden "artikelen 8, § 2, en 9, § 2," vervangen door de woorden "artikelen 10, § 2, en 11, § 2,".

TITEL VI — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 35. De scholen die betrokken zijn bij de uitvoering van de gemeenschappelijke basis waarvan sprake in artikel 1.2.1-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs tijdens de geldigheidsperiode van hun doelstellingenovereenkomst moeten in deze overeenkomst een wijziging doorvoeren om de elementen waarvan sprake in artikel 1.5.2-3, § 1, 6., van hetzelfde wetboek bij te werken tijdens de tussentijdse evaluatie van hun doelstellingenovereenkomst conform artikel 1.5.2-9, § 1, van hetzelfde wetboek.

Art. 36. § 1. Tijdens het schooljaar 2022-2023 en in afwijking van artikel 2.2.1-4, § 3, tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, bevat het lesrooster in het eerste en tweede jaar van het basisonderwijs de twee lestijden voor persoonlijke begeleiding waarvan sprake in artikel 2.2.1-4, § 3, eerste lid, 4., van hetzelfde wetboek.

Hiertoe en in afwijking van artikel 2.2.3-2, § 1, tweede lid, van hetzelfde wetboek, wordt het aantal lestijden specifiek voor de persoonlijke begeleiding in het lestijdenpakket per vestiging bepaald per begonnen schijf van 12 leerlingen van het eerste en tweede leerjaar van het basisonderwijs op basis van de totale schoolbevolking van deze twee leerjaren. Per vestiging worden minimaal twee lestijden voorzien.

De lestijden waarvan sprake in het tweede lid worden bepaald op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de betrokken leerjaren op 15 januari 2022.

Deze lestijden worden toegekend van de eerste dag van het schooljaar tot de laatste dag van het schooljaar. Ze mogen alleen worden gebruikt in de vestigingen en voor de studie jaren die ze aangemaakt hebben, behalve in het geval van een klassengroep die meerdere leerjaren omvat.

Als er in afwijking van het vorige lid nog lestijden zijn na voldaan te hebben aan de verplichtingen die voorzien zijn in het eerste lid, voor alle klassengroepen van de vestiging, dan kunnen deze worden toegekend aan de betrokken studie jaren of aan andere studie jaren en dit om de voorzieningen voor persoonlijke begeleiding te ontwikkelen of versterken.

§ 2. Het personeelslid dat belast is met de persoonlijke begeleiding is een onderwijzer lager onderwijs, een leermeester tweede taal, een leermeester filosofie en burgerzin of logopedist, zoals bepaald door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De keuze van de functie(s) gebeurt door een voorafgaand overleg binnen de plaatselijke organen van sociaal overleg.

§ 3. Voor de leden van het onderwijzend personeel waarvan sprake in § 2:

1. wordt het aantal prestaties van de personeelsleden waarvan sprake in het eerste lid wordt volgens de normen van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijs personeelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten:

2. worden deze vermelde betrekkingen aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband.

§ 4. Voor de logopedisten waarvan sprake in § 2:

1. zijn de artikelen 99, 100 en 101 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs van toepassing;

2. worden deze betrekkingen aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de volgorde toekenningsorde van de betrekkingen. De gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een benoeming of werving in vast verband.

§ 5. Alle in lestijden omgerekende betrekkingen worden omgerekend a rato van 24 lestijden per volledige opdrachtlast, en dit ongeacht de personeelscategorie en de in het betrokken ambt geldende prestatie-eigenschap.

§ 6. Aanvullend op de twee verplichte lestijden voor persoonlijke begeleiding waarvan sprake in paragraaf 1, kan de inrichtende macht beslissen om een deel van of alle lestijden voor persoonlijke begeleiding te organiseren waarvan sprake in artikel 2.2.1-4, § 3, tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, door gebruik te maken van:

1. de eventuele lestijden die specifiek toegekend zijn voor de persoonlijke begeleiding waarvan sprake in paragraaf 1;
2. lestijden waarvan sprake in artikel 29, § 2 van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;
3. lestijden voor de aanvullende omkadering voor het eerste en tweede leerjaar waarvan sprake in artikel 31bis van hetzelfde decreet;
4. resterende lestijden waarvan sprake in artikel 34 van hetzelfde decreet;
5. aanpassingslestijden waarvan sprake in artikel 33, §§ 3 en 4, van hetzelfde decreet;
6. lestijden voor gedifferentieerde omkadering.

Art. 37. Artikel 31bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals vervangen door artikel 15, is van toepassing:

1. vanaf de eerste dag van het schooljaar 2023-2024 voor alle schoolgaande leerlingen in het eerste, tweede, derde en vierde jaar van het basisonderwijs;
2. vanaf de eerste dag van het schooljaar 2024-2025 voor alle schoolgaande leerlingen in het vijfde jaar van het basisonderwijs;
3. vanaf de eerste dag van het schooljaar 2025-2026 voor alle schoolgaande leerlingen in het zesde jaar van het basisonderwijs;

Art. 38. In afwijking van artikel 6.1.8-1, § 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, bedraagt de volledige enveloppe voorzien door deze bepaling 27.839.750 euro voor het kalenderjaar 2022.

In afwijking van artikel 6.1.8-1, § 1, 1. van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een bedrag van maximaal 15.000.000 euro toegewezen aan de organisatie van bijkomende halve dagen, waarvan sprake in artikel 6.1.3-9 van hetzelfde wetboek voor het kalenderjaar 2022.

HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen

Art. 39. Artikel 34 wordt van kracht op 1 april 2022.

Art. 40. Artikelen 7 tot 20 treden in werking op 28 augustus 2023.

Art. 41. Artikelen 22 en 25 treden in werking op 1 oktober 2022.

Art. 42. Titel IV wordt van kracht op 1 januari 2022 en is niet langer van kracht op 30 juni 2022.

Art. 43. Met uitzondering van de datum van inwerkingtreding bepaald in artikelen 39 tot 42, treedt dit decreet in werking op 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet, nr. 421-1. - Verslag van de commissie, nr. 421-2. - Aangenomen tekst in de plenaire vergadering, nr. 421-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.